

Brochure n° 3178

Convention collective nationale

IDCC : 200. – **EXPLOITATIONS FRIGORIFIQUES**

AVENANT N° 70 DU 1^{er} SEPTEMBRE 2006

RELATIF AUX JOURS FÉRIÉS

NOR : *ASET0651190M*

IDCC : 200

Entre :

L'union syndicale nationale des exploitations frigorifiques,

D'une part, et

La fédération générale agroalimentaire CFDT ;

La fédération commerces, services et force de vente CFTC ;

La fédération nationale agroalimentaire CFE-CGC ;

La FGTA-FO.

D'autre part,

il a été arrêté les dispositions suivantes :

PRÉAMBULE

Les signataires du présent avenant, prenant en compte la nature spécifique de l'activité des entreprises de la branche sujette à des variations liées, d'une part, aux fluctuations notamment du secteur de la distribution et, d'autre part, à notre participation à la chaîne alimentaire et dans une perspective du développement constant de la compétitivité des entreprises de la branche, ont convenu des dispositions suivantes, tout en affirmant que le recours au travail d'un jour férié doit demeurer exceptionnel et justifié par des nécessités commerciales impératives.

Article 1^{er}

L'article 73 est supprimé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Tous les jours fériés peuvent être travaillés en raison des nécessités du service, sauf le 1^{er} Mai, après consultation du comité d'entreprise et, à défaut, des délégués du personnel.

En effet, le recours au travail des jours fériés ne doit pas être systématique ; il doit rester exceptionnel et faire l'objet d'une consultation du comité d'entreprise, lorsqu'il existe.

En cas de travail des jours fériés, ce dernier donne droit à une majoration de 125 % du salaire de l'intéressé, à l'exception du jour travaillé au titre de la journée de solidarité en application de la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004, lorsque celui-ci correspond à un jour férié. Les entreprises ont toujours la possibilité d'adopter des dispositions plus favorables. Cette majoration ne peut se cumuler avec les majorations pour heures supplémentaires. »

Article 2

Sont supprimés à l'article 60, tel que modifié par l'avenant n° 19 du 1^{er} juin 1970, les mots : « jour férié ».

Article 3

Dépôt

Le présent avenant fera l'objet d'un dépôt en 2 exemplaires auprès des services centraux du ministre chargé du travail et en 1 exemplaire auprès du secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Paris.

Article 4

Entrée en vigueur

Le présent avenant entrera en vigueur le lendemain de son dépôt.

En outre, les parties signataires s'engagent à demander l'extension du présent avenant.

Fait à Paris, le 1^{er} septembre 2006.

(Suivent les signatures.)